



REGLEMENT DE CONSULTATION – PHASE CANDIDATURES

**Marché de performance énergétique pour
la rénovation et la modernisation des installations de production
de chaleur et de froid du Centre Hospitalier de Sallanches**

**DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES :
5 mars 2026 – 12 h**



HOPITAUX
DU PAYS DU
MONT BLANC

SOMMAIRE

1. ACHETEUR	3
2. OBJET DE LA CONSULTATION	3
3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
3.1 FORME DU CONTRAT	6
3.2 PROCÉDURE DE PASSATION	6
3.3 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ	7
3.3.1 Allotissement	7
3.3.2 Tranches du marché	7
3.3.3 Phases	8
3.4 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES	8
3.5 VARIANTES EXIGÉES ET AUTORISÉES	8
3.6 FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	9
4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	10
4.1 DÉLAIS DE VALIDITÉ DES OFFRES	10
4.2 CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA CONSULTATION	10
4.3 DURÉE ET ÉTAPES DU MARCHÉ	11
4.4 MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT	11
5. DOSSIER DE CANDIDATURE	12
5.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION PHASE CANDIDATURE	12
5.2 MISE À DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	12
5.3 VISITE DES LIEUX ET CONSULTATION DE DOCUMENTS SUR SITE	12
5.4 MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	12
6. PRESENTATION ET SÉLECTION DES CANDIDATURES	13
6.1 DOCUMENTS À PRODUIRE	13
6.1.1 Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession	13
6.1.2 Capacité économique et financière	13
6.1.3 Capacité technique et professionnelle	13
6.2 SÉLECTION DES CANDIDATURES	15
6.2.1 Vérification du dossier de candidature	15
6.2.2 Critères de Sélection des Candidatures	15
6.2.3 Langue, données numériques et unité monétaire	15
7. MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES	16
7.1 DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES	16
7.2 FORMAT DE REMISE DES CANDIDATURES	16
7.3 MODALITÉS DE REMISES DES CANDIDATURES	16
8. PRINCIPE DU DÉROULEMENT DU DIALOGUE COMPÉTITIF	18
8.1 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE DE DIALOGUE COMPÉTITIF	18
8.2 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES PAR LES CANDIDATS	20
8.3 PIÈCES EXIGÉES AU CANDIDAT RETENU	20
8.4 PRIME VERSÉE AUX SOUSMISSIONNAIRES	21
8.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE	22
9. MEDIATION ET RECOURS	22
9.1 MÉDIATION EN CAS DE LITIGES OU DE DÉSACCORD	22
9.2 VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS	22
10. CONFIDENTIALITÉ	23

Le présent règlement de la consultation a vocation à préciser les caractéristiques essentielles du contrat, les conditions de remise des candidatures ainsi que les critères de sélection des candidats qui seront amenés à participer au dialogue compétitif.

1. ACHETEUR

- **Le Pouvoir adjudicateur** est :
Centre Hospitalier Alpes Léman – établissement support du GHT Léman Mont-Blanc
558 route de Findrol
74130 Contamine sur Arve

Pour le compte de l'établissement partie bénéficiaire et maître d'ouvrage suivant :

Centre Hospitalier Intercommunal - Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc
Hôpital de Sallanches (ci-après dénommé « Centre Hospitalier de Sallanches », « l'établissement
bénéficiaire » « maître d'ouvrage » ou sous l'abréviation « CH »)
380 rue de l'hôpital
74700 SALLANCHES

Pouvoir adjudicateur et maître d'ouvrage sont assistés par :

- **Un AMO :**
MANERGY - Agence centre est Lyon
259 rue Marcel Mérieux
69 007 LYON
- **Un bureau de contrôle**
Désigné ultérieurement
- **SPS**
Désigné ultérieurement

2. OBJET DE LA CONSULTATION

Dans le cadre de son développement et des orientations définies dans son schéma directeur, le **centre hospitalier de SALLANCHES** prévoit un agrandissement de son site.

L'infrastructure énergétique actuelle repose sur une chaufferie bi énergie gaz et au fioul, a atteint ses limites en termes de capacité, la fin de vie des chaudières de 1995 est atteinte, qui plus est le niveau de performance est insuffisant au regard des contraintes énergétiques du moment.

En parallèle, les installations de production de froid devraient également atteindre des limites de capacités, et présentent des limites de fonctionnement lors des fortes de chaleur, lié à la température de dimensionnement de l'époque.

Dans ce contexte, le CH envisage la rénovation des installations de production de chaleur et de froid et permettant de satisfaire les futurs besoins, tout en intégrant une réflexion alliant coût global, alliant efficacité technico – économique et décarbonation.

Pour ce faire, le CH envisage d'intégrer une ou plusieurs sources d'énergies renouvelables pour assurer une alimentation durable, performante et économiquement rentable de ses utilités hospitalières.

Les bâtiments intégrés à la mission sont cartographiés ci-dessous :



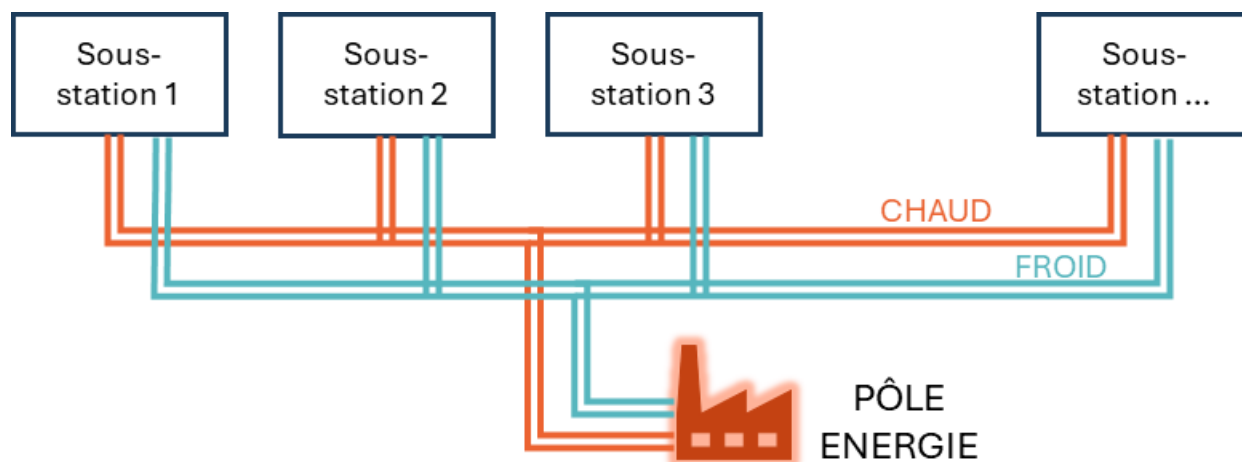
#	BATIMENTS	TYPE ACTIVITÉ	SURFACES	PROJET PÔLE ÉNERGIE
1	Bâtiment principal (ensemble de bâtiments de différentes constructions)	Mixte (Santé/Bureaux)	31 296 m ²	Oui
2	Fondation Alia	Mixte (Santé/Bureaux)		Oui
3	Deyon	Logements	1 160 m ²	Oui
4	EHPAD actuel > modification d'activité à terme	Mixte (Santé/Bureaux)	3 981 m ²	Oui
5	Nouveau EHPAD	Mixte (Santé/Bureaux)	Projet à confirmer	À évaluer
6	Agrandissement bâtiment central	Mixte (Santé/Bureaux)	Projet à confirmer	À évaluer
A	Bâtiment détruit à terme			Non considéré dans l'étude
B	Bâtiment détruit à terme			Non considéré dans l'étude

Sous réserve d'une équation technico-économique optimale, il sera demandé à minima la rénovation des installations de production de chaleur et de froid,

Le CH souhaite également intégrer des ENR&R au sein du mix énergétique de fourniture, et notamment envisager la possibilité de recourir à la récupération, la géothermie entre autres, sans exclure le solaire, les récupérations EU ni le bois énergie.

La mise en œuvre d'enr& R sous condition de subvention s'effectuera dans le cadre d'une tranche optionnelle, de sorte que le projet ne puisse être mis en œuvre qu'à l'obtention d'un volume d'aide suffisant à maintenir l'équilibre économique.

La possibilité de regrouper l'ensemble des installations au sein d'un pôle énergie sera de livrer du chaud et du froid aux différentes sous-stations des bâtiments, sera offerte aux candidats, selon le schéma ci-dessous :



Dans tous les cas, les installations seront prévues pour pouvoir fournir les puissances nécessaires à l'évolution des besoins.

Les installations devront donc répondre à un impératif de flexibilité, car l'évolution à la hausse ou à la baisse des besoins énergétiques dépendront de la date de rénovation du bâtiment principal représentant environ 37 000 m². Les besoins projetés estimés sont évalués dans le programme, ainsi que les scénarios d'évolution mini et maxi.

Pour ce faire, le **CH de Sallanches** envisage la conclusion d'un **marché public global de performance**, conformément aux articles L2171-3 et R2171-2 à R2171-3 du Code de la Commande Publique.

Le Marché ne porte pas sur l'amélioration thermique de l'enveloppe bâti de l'ouvrage.

En revanche, il comprend les interventions d'adaptation et/ou de création des locaux techniques pour les installations de production de chaleur et de froid le cas échéant.

Le marché global de performance comporte

- La conception – réalisation des travaux liés aux productions thermiques incluant les ENR&R, les réseaux d'interconnexion, et l'amélioration des températures dans les sous-stations chaud existantes.
- La fourniture d'énergie combustible, les termes P1, hors électricité qui sera fournie par l'hôpital,
- Les termes P2 P3 qui porteront sur la production de chaleur, et incluant la conduite secondaire afin de garantir les températures.

Lieu d'exécution : Site du CH de Sallanches

Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 45259900-6 - Modernisation d'installations

Code(s) CPV secondaire(s) :

71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection.
45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
45259300-0	Réparation et entretien de centrales thermiques
71314200-4	Services de gestion de l'énergie
71314300-5	Services de conseil en rendement énergétique.
45232141-2	Installations de chauffage.
09000000-3	Produits pétroliers, combustibles, électricité et autres sources d'énergie.
09300000-2	Électricité, chauffage, énergie solaire et nucléaire
09330000-1	Énergie solaire
50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
50720000-8	Services de réparation et d'entretien de chauffage central
50730000-1	Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération

3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.1 FORME DU CONTRAT

La consultation donnera lieu à un marché global de performance au sens des articles L2171-3 et R2171-2 à R2171-3 du Code de la Commande Publique.

3.2 PROCÉDURE DE PASSATION

Il est prévu de recourir à la procédure de dialogue compétitif en application des articles L2124-4 et R2124-5 et R. 2161-24 à R. 2161-31 du Code de la Commande Publique dans la mesure où le besoin de l'établissement ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles et que la réponse à ce besoin consiste en une solution innovante.

L'établissement n'est objectivement pas en mesure de rédiger le cahier des charges techniques sans échanger et dialoguer au préalable avec les candidats.

Par ailleurs, l'opération projetée va nécessairement comprendre des prestations de conception.

Ces motifs justifient le recours à la procédure de dialogue compétitif.

La procédure de dialogue compétitif est une procédure restreinte au cours de laquelle le nombre minimum de candidat admis à la phase de dialogue et auxquels sera remis le programme fonctionnel et les autres pièces du dossier de consultation ne sera pas inférieur à **TROIS (3)**.

Conformément à l'article R.2142-18 du Code de la commande publique : « Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum indiqué, l'acheteur peut poursuivre la procédure avec ces candidats ».

La procédure de dialogue compétitif sera conduite en **DEUX (2) phases** :

- Phase 1 : sélection des candidats admis à dialoguer ;
- Phase 2 : lancement de la phase de dialogue avec les opérateurs économiques sur la base, notamment, du programme fonctionnel en vue du choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, suite à la remise des offres finales.

Le pouvoir adjudicateur pourra discuter avec les opérateurs économiques admis à la phase de dialogue de tous les aspects du contrat.

Chaque opérateur économique sera entendu dans des conditions de stricte égalité.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra donner à certains opérateurs économiques des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres.

Le pouvoir adjudicateur poursuivra les discussions avec les opérateurs économiques jusqu'à ce qu'il soit en mesure d'identifier la ou les solutions, au besoin après les avoir comparées, qui sont susceptibles de répondre à ses besoins (sans obérer la faculté pour le pouvoir adjudicateur de déclarer sans suite la procédure pour motifs d'intérêt général).

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que la discussion est arrivée à son terme, les candidats ayant participé à toutes les phases de la discussion en sont informés. Dès lors, les équipes candidates retenues doivent bien considérer toutes les étapes d'une procédure de dialogue compétitif et prendre en compte qu'ils peuvent ne pas être admis à participer à la totalité de la procédure en cas de propositions trop éloignées de la demande (objectifs non atteints). En effet, le dialogue pourra se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre de solutions à discuter, en appliquant les critères d'attribution définis à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ci-après.

3.3 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

3.3.1 Allotissement

Sans objet

3.3.2 Tranches du marché

Conformément aux articles R. 2113-4, R. 2113-5 et R. 2113-6 du Code de la commande publique, le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranche ferme :

- Études de conception des travaux de la tranche ferme et des travaux de la tranche optionnelle
- Réalisation des travaux de la tranche ferme
- Prestations d'exploitation P1 combustibles P2 P3
- Dépôt des dossiers de demande(s) d'autorisation(s) administrative(s) pour les travaux de la tranche optionnelle
- Dépôt des dossiers de demandes de subventions

Tranche optionnelle :

- Réalisation des travaux de mise en place d'ENR sous subvention

Les travaux compris dans la tranche optionnelle sont les travaux de réalisation des équipements et ouvrages de production d'ENR&R nécessitant des autorisations administratives et l'obtention de subventions et/ou de CEE, dont l'obtention n'est pas certaine à la date de la présente consultation et ne le sera qu'à l'issue des études réalisées pendant la tranche ferme.

En d'autres termes, la tranche optionnelle comporte les travaux de réalisation des prestations éligibles aux subventions et / ou aux autorisations administratives (exemple : déclaration d'exploitation d'un forage géothermique).

Cette tranche optionnelle pourra être affermie à l'issue de la phase « études et autorisations administratives ».

Il est précisé que la tranche ferme doit comprendre toute solution ENR&R ne nécessitant pas de subvention, et que la TO doit nécessairement inclure les seuls travaux dont la réalisation est conditionnée à l'obtention des autorisations administratives et qui déclenche le versement de subventions.

Les études, les demandes d'autorisations administratives, les dossiers de demandes de subvention et de CEE correspondant à ces travaux, devront être intégrés à la tranche ferme.

Conscient que ces travaux peuvent impacter les travaux de la tranche ferme, les candidats seront invités à présenter des solutions « modulaires » afin de permettre un passage aisé de la tranche ferme vers la tranche optionnelle.

Les candidats doivent impérativement répondre à la tranche ferme et à la tranche optionnelle

Les conditions de l'affermissement sont les suivantes. Elles sont cumulatives :

- Obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation et à l'exploitation des ouvrages prévus dans la tranche optionnelle, purgées de recours
- Obtention d'une subvention pour le financement des ouvrages prévus dans la tranche optionnelle jugée suffisante pour maintenir un équilibre économique global vis-à-vis de la tranche ferme.

Aucune indemnité ne sera versée au Titulaire, que ce soit en cas de retard de l'affermissement ou en cas de non-affermissement.

3.3.3 Phases

Les phases conception-réalisation et exploitation seront détaillées au dossier de consultation remis aux candidats admis au dialogue.

Le démarrage de la Garantie de Performance énergétique sera précisé par le candidat au regard du planning général.

3.4 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Il n'est pas prévu de PSE.

3.5 VARIANTES EXIGÉES ET AUTORISÉES

Aucune variante ne sera acceptée.

3.6 FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

Les candidats ne peuvent présenter une offre qu'en qualité alternative de candidat individuel ou de membre d'un seul groupement.

Par application de l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique, il est interdit aux candidats d'agir à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Pour la notification du marché, le groupement devra prendre la forme d'un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire

La composition du groupement doit permettre de remplir la totalité de la mission et couvrir tous les corps d'état du projet. Elle doit comprendre, a minima, les compétences suivantes :

- Un opérateur économique en matière d'exploitation, gestion et fourniture d'énergie et travaux sur les équipements techniques de production de chaleur et de froid ;
- Une entreprise de bâtiment (fondations, gros œuvre, charpente métallique, bardage ...) ^(*1)
- Une équipe de maîtrise d'œuvre composée :
 - D'un architecte inscrit à l'ordre
 - D'un BET fluides et électricité avec notamment les qualifications suivantes
 - 1313 - Étude d'installations complexes de chauffage et de ventilation
 - 1319 - Étude de réseaux de transport de chaleur et de froid
 - 1323 - Maîtrise d'œuvre en génie climatique complexe
 - 2013 - Maîtrise d'œuvre des installations de production utilisant l'énergie géothermique
- Un BET géothermie RGE qualifié OPQIBI 1007 - Étude des ressources géothermiques logo
- Un BET structure / VRD ^(*2)

La coordination SSI sera à la charge des HPMB.

L'équipe pourra s'adjoindre les compétences suivantes (prestations pouvant également être sous-traitées au sein du groupement) /

- Un constructeur / foreur / entreprise spécialisée dans les réseaux de chaleur, titulaire de la qualification « Qualiforage – Forages géothermiques »
- Un économiste de la construction
- Un BET électricité
- Un acousticien,
- Autre compétence selon choix du groupement.

Nota :

- ^(*1) Une seule entreprise peut regrouper toutes les compétences de TP/VRD/ bâtiment
- ^(*2) Un seul BET peut regrouper toutes les compétences thermique, fluides, structure, commissionnement.

Le mandataire sera l'opérateur économique de gestion de la fourniture d'énergie et d'exploitation maintenance.

La fourniture d'énergie combustible sera confiée à l'opérateur par le biais d'un P1, la fourniture de l'énergie électrique restera à la charge du centre hospitalier.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-25 du code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale.

Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 DÉLAIS DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres finales.

4.2 CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA CONSULTATION

- Sélection des candidats invités au dialogue : Début mars 2026
- Envoi des dossiers de demandes d'offres initiales : Mi-mars 2026
- Remise des offres initiales : Fin mai 2026
- Dialogue : juin à septembre 2026 (2 tours minimum)
- Envoi du dossier de demandes des offres finales : Fin septembre 2026
- Remise des dossiers d'offres finales : Fin octobre 2026
- Décision d'attribution : Fin novembre 2026
- Notification : Fin décembre 2026

Le calendrier ci-avant est **fourni à titre indicatif** et peut être amené à évoluer.

4.3 DURÉE ET ÉTAPES DU MARCHÉ

Plusieurs durées régissent le marché global elles sont récapitulées ci-après :

Phase / étape du marché	Durée	Date prévisionnelle de démarrage
Étude et d'obtention des autorisations administratives (PC notamment)	Études de projet : 3 mois Dépôt de PC : 2 mois Période d'instruction : 5 mois Durée maxi totale 6 mois	OS de démarrage de la prestation ETUDES délivré par le MOA
Le délai de travaux	18 mois maxi	A compter de l'OS de démarrage des travaux délivré par le MOA à l'issue des Etudes et obtention des autorisations administratives.
La durée d'exploitation / P2 / P3	10 ans à compter de la prise d'effet de l'exploitation	À compter du démarrage des travaux
Prise d'effet du P1	Non définie	Au plus tard au démarrage de la GPE
La durée d'application de la Garantie de Performance Énergétique (GPE)	Mini 8 ans	A compter de la fin des travaux, Entrée en vigueur au plus tard au 30 novembre 2028

La durée du Marché est estimée à **10,5 ans** (120 mois d'exploitation + les délais prévisionnels administratifs de 6 mois) à compter de l'ordre de service de démarrage (démarrage prévisionnel du marché début 2027).

4.4 MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT

Le mode de règlement du marché est le virement administratif.

Le délai de paiement est de 50 jours. Les modalités essentielles de financement et de paiement sont assurées par Centre Hospitalier Intercommunal - Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc - Hôpital de Sallanches grâce à des ressources propres et/ou des ressources extérieures publiques ou privées.

Les modalités de règlement pourront être discutées durant les phases de dialogue compétitif.

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix du marché sont traités à prix :

- Unitaire pour la partie P1 sur la base des prix unitaires définis à l'acte d'engagement.
- Forfaitaires pour la partie conception réalisation
- Forfaitaires exploitation P2 + P3, sur la base des décompositions du prix global et forfaitaire annexées à l'acte d'engagement ;
- BPU pour les prestations à adapter en cours de marché, et pour le traitement de l'amiante

5. DOSSIER DE CANDIDATURE

5.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION PHASE CANDIDATURE

Le dossier de candidature remis aux opérateurs économiques, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation
- Le pré-programme de consultation et l'étude géothermique

5.2 MISE À DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Conformément aux articles R2132-1 à R2132-3 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition des candidats admis au dialogue le dossier de consultation par voie électronique via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

5.3 VISITE DES LIEUX ET CONSULTATION DE DOCUMENTS SUR SITE

Sans objet au stade de l'appel à candidature.

5.4 MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'adapter certaines des dispositions du Dossier de Consultation.

Ces modifications seront transmises par message électronique via la plateforme de dématérialisation précitée à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

6. PRESENTATION ET SÉLECTION DES CANDIDATURES

6.1 DOCUMENTS À PRODUIRE

Le dossier de candidature à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

6.1.1 Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

- Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat ;
- La lettre de candidature renseignée (formulaire DC1) présentant le groupement candidat, datée et signée par une personne habilitée à engager le candidat ou le groupement candidat ainsi que le cas échéant l'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- La copie du ou des jugements prononcés si le groupement candidat est en redressement judiciaire ;
- Une déclaration sur l'honneur du groupement candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique ;
- Une déclaration sur l'honneur du groupement candidat pour attester du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats établis hors de France.

6.1.2 Capacité économique et financière

Chaque entreprise candidate ou en cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement devra fournir :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>, thème : marchés publics, ou équivalent),
- La copie des bilans ou extraits de bilans des trois derniers exercices connus lorsque leur établissement est obligatoire en vertu de la loi. Les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées produiront tout élément permettant d'évaluer leur capacité économique et financière,
- La preuve d'une assurance pour les risques professionnels (L'attestation d'assurance devra préciser les garanties et risques notamment financiers, couverts dans les contrats souscrits).

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : CA minimum annuel du mandataire de 6 M. € HT.

Nota : le CA minimum précité sera analysé au regard du CA moyen annuel sur les 3 dernières années.

6.1.3 Capacité technique et professionnelle

Moyens humains

Chaque entreprise candidate ou en cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement devra fournir :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et des opérationnels techniques (techniciens), et notamment des responsables de prestations de même nature que celles du marché

Références

Chaque entreprise candidate ou en cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement devra fournir :

- Les certificats de qualifications professionnelles (la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat,
- Une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
- Une liste des principaux travaux exécutés au cours des cinq dernières années. Les candidats présenteront à cet effet un tableau de références des membres du groupement.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

Références en matière de marché de performance similaires sur des centres hospitaliers (incluant des prestations de travaux et P1, P2 et P3), de moins de 5 ans, portant un chiffre d'affaires minimal de 5 000 000 €.HT sur la durée du marché.

A défaut seront également acceptées :

- Références en matière de travaux d'installations de centrale de production thermique (chaleur et froid) datant de moins de 5 ans et de 3 M€.HT

ET

- Références en matière d'exploitation maintenance P1/P2/P3 de centrale de production thermique (chaleur et froid) d'une durée de 5 ans minimum et de 500 k€.HT/an, datant de moins de 3 ans

Nota :

- L'analyse portera sur (les) 5 (premières) références sélectionnées par l'entreprise candidate ou le groupement d'entreprises qui seront donc détaillées pour mettre en valeur la pertinence de ces références en termes de correspondance avec le présent marché (localisation, objet du marché, nature des prestations, équipements pris en charge, ...), le mandataire devra avoir participé à toutes les références présentées.
- Une attention particulière sera apportée aux références de même nature ou se rapprochant le plus de l'objet du marché, à savoir un marché global de performance énergétique dans le domaine hospitalier et portant sur les installations d'approvisionnement énergétique (chaud & froid).
- Les références seront appuyées d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des travaux et services par des références à certaines spécifications techniques.

Le pouvoir adjudicateur accepte toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produite par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

Les opérateurs qui ne sont pas en mesure de fournir les éléments demandés ci-dessus, en raison de leur date récente de création, peuvent prouver leur capacité technique par tout autre moyen.

6.2 SÉLECTION DES CANDIDATURES

6.2.1 Vérification du dossier de candidature

Les candidatures déposées seront analysées conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique.

L'acheteur ouvre le pli dématérialisé et vérifie que le candidat satisfait aux conditions de participation à la procédure, au regard des pièces administratives, des minimaux de capacité exigés et de ses capacités à répondre aux besoins exprimés.

Conformément aux articles R.2144-1 et R.2144-2 du Code de la Commande Publique, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, le candidat pourra être amené à compléter son dossier sur demande de l'acheteur, dans un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de l'envoi de cette demande. Si passé ce délai, le dossier n'est pas complet ou ne répond pas aux exigences du présent règlement de la consultation, la candidature sera éliminée.

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique ou qui ne présentent pas les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes ne sont pas admises.

6.2.2 Critères de Sélection des Candidatures

Sur la base des pièces remises lors du dépôt des dossiers de candidature, les candidats invités à participer au dialogue seront sélectionnés après vérification de leur aptitude à assurer la réalisation du projet pendant toute la durée du contrat, au regard des critères de sélection des candidatures indiqués et pondérés suivants :

- **Capacités techniques, économiques et financières (30 points)** par référence aux pièces suivantes :
 - Les certificats de qualifications professionnelles,
 - La déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
 - Les éléments demandés à l'article 6.1.2 ci-avant.
- **Moyens humains (30 points)** par référence aux pièces suivantes :
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années ;
 - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et des opérationnels techniques (techniciens), et des responsables de prestation de même nature que celle du marché
- **Références des membres du groupement (40 points)** Les références sont appréciées au regard de leur pertinence avec celles requises par le présent marché.

6.2.3 Langue, données numériques et unité monétaire

6.2.3.1 Rédaction en langue française et données numériques

Tous les documents transmis dans le cadre de la présente consultation par les candidats doivent être intégralement rédigés en langue française.

Toutes les données numériques seront exprimées selon les unités du Système Métrique International.

6.2.3.2 Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

7. MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES

7.1 DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES

Le dossier de candidature comprenant les éléments mentionnés à l'article 6.1 ci-avant devra impérativement parvenir au **plus tard avant la date et l'heure indiquées en page de garde du présent règlement de consultation – Phase candidature** - délai de rigueur.

La date limite de remise des dossiers d'offres initiales des candidats sera précisée dans la lettre d'invitation des candidats à remettre une offre initiale.

7.2 FORMAT DE REMISE DES CANDIDATURES

Les candidats transmettent leurs dossiers de réponse par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et selon les modalités décrites aux articles 6.1 et 7.3 du présent règlement de dialogue.

7.3 MODALITÉS DE REMISES DES CANDIDATURES

Les plis envoyés par télécopie, par courriel ou sur un autre support physique électronique ne sont pas autorisés.

Le Pouvoir adjudicateur assure la confidentialité et la sécurité des transactions par le biais de la plate-forme de dématérialisation, accessible de façon non discriminatoire. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des entreprises.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats s'assureront, avant l'envoi du pli, que les fichiers transmis ne comportent pas de programmes informatiques malveillants (virus). La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Les candidats peuvent transmettre, impérativement dans les délais impartis, une copie de sauvegarde de leurs plis ayant été remis par voie électronique, sur support USB ou par voie dématérialisée en conformité avec l'annexe 8 du CCP. La copie de sauvegarde pourra être ouverte par le Maître d'Ouvrage lorsque :

- Un programme informatique malveillant (ou virus) est détecté dans l'envoi électronique ;
- Un pli est reçu de manière incomplète, hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant la clôture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Un pli n'a pas pu être ouvert par l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde sera disposée dans une enveloppe cachetée portant les mentions suivantes :

Marché Public Global de Performance pour la création du pôle énergie du CH de Sallanches
COPIE DE SAUVEGARDE
« NE PAS OUVRIR »
(NOM DE L'ENTREPRISE)

Elle sera adressée par lettre recommandée avec avis de réception postale ou remise contre récépissé avant la date limite fixée en page de garde du présent document à :

Centre Hospitalier Alpes Léman

558 route de Findrol

BP 20500

74130 Contamine sur Arve

La réception par dépôt sur site de la copie de sauvegarde est assurée
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 9h00 à 12h et de 14h à 17h.

Les copie de sauvegarde qui parviendraient après la date et l'heure fixées en page de garde du présent document ainsi que celles parvenues sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront retournées à leurs expéditeurs.

Les candidats devront :

- Fournir une adresse courriel valide ;
- S'inscrire gratuitement dès maintenant (si ce n'est pas déjà fait) sur la plate-forme précitée (profil acheteur du Pouvoir adjudicateur) ;
- Poser sur la plate-forme toutes les questions liées aux dossiers de consultation mis en ligne ;
- S'ils le souhaitent, déposer leurs attestations à jour sur leur coffre-fort mis à disposition par la plateforme.

Un manuel d'utilisation de la plateforme est disponible sur le site de ladite plateforme, afin de faciliter son utilisation.

Depuis le 1er octobre 2018, les échanges d'informations sont effectués par un moyen de communication électronique.

Les documents transmis par voie électronique n'ont pas besoin d'être signés électroniquement.

Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Le candidat est informé que les pièces seront signées manuscritement après l'attribution. L'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles.

Signature facultative des offres électroniques :

Les candidats sont informés que suivant l'objectif de dématérialisation et de simplification des procédures relatives à la Commande Publique, la signature électronique EST FACULTATIVE et n'est pas exigée dans le cadre de la présente consultation par la personne publique.

Toutefois, s'il le souhaite : pour signer électroniquement son pli, le candidat doit disposer d'un certificat de signature électronique et de l'application logicielle correspondante.

Il ne s'agit donc pas d'une signature manuscrite scannée et apposée sur un document, qui n'est pas considérée comme une signature originale.

Malgré le caractère facultatif de la signature électronique, le candidat est fortement invité dès à présent à se munir d'une signature électronique pour faciliter le passage au « zéro papier ». Le candidat devra disposer d'un certificat de signature électronique de niveau 3 acheté auprès d'un prestataire qualifié et valable et conforme au règlement n0910/2014 dit « eIDAS ». La liste des prestataires se retrouve sur : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-desecurite-le-catalogue/>

Les candidats éviteront de transmettre des plaquettes commerciales ou des documents non demandés ou d'incorporer des images en haute définition pour éviter les surcharges informatiques difficiles à exploiter.

Les fichiers seront présentés en format traitement de texte (.doc, .rtf), tableur (.xls), diaporama (.ppt), Format Acrobat (.pdf), Images (.jpg, .gif, .png), dossiers compressés (.zip), fichiers de plans (dwg...).

Les formats scannés ne sont pas acceptés. Les fichiers déposés ne doivent pas contenir de macros ou de virus. Les noms de fichiers doivent rester aussi courts que possibles, au maximum 100 caractères.

La taille des fichiers :

Quelle que soit la taille maximale, il est possible de déposer un pli plus important.

Les candidats devront prendre leurs dispositions en fonction de la taille de leurs plis, de la vitesse de leur connexion et de l'efficacité du réseau internet entre leur réseau et celui du serveur. Les candidats optimiseront leurs fichiers. Le respect de l'heure limite de dépôt figurant sur la page de garde du présent document est impératif. Une durée de transmission allant au-delà de l'heure prévue entraînera la non-réception de l'offre.

8. PRINCIPE DU DÉROULEMENT DU DIALOGUE COMPÉTITIF

8.1 DEROULEMENT DE LA PROCÉDURE DE DIALOGUE COMPÉTITIF

À titre indicatif, il est souligné à l'attention des candidats que le détail des modalités de conduite du dialogue compétitif sera porté à la connaissance des candidats admis à participer au dialogue au moment de l'invitation, en même temps que leur sera transmis le dossier de consultation complet.

Le dialogue compétitif a pour but d'identifier la ou les solutions techniques susceptibles de répondre à ses besoins, notamment en termes de performances énergétiques pour le site précité.

Chaque candidat admis au dialogue est entendu dans le respect des principes d'égalité de traitement, de transparence et de liberté d'accès à la commande publique.

Aucune information susceptible d'avantager un candidat au détriment d'un autre n'est communiquée par le Pouvoir Adjudicateur. Le Pouvoir Adjudicateur fait bénéficier tous les candidats du même niveau d'information.

Pour la remise de toutes les propositions, le degré de détail des documents à présenter, les délais de convocation aux auditions et la durée des auditions seront les mêmes pour tous les candidats.

Le Pouvoir Adjudicateur respecte le secret des affaires. Le Pouvoir Adjudicateur ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat sans l'accord de ce dernier. De ce fait, il est demandé aux candidats de signaler les éléments de leurs propositions présentant un caractère confidentiel.

Aucune indication prétendant que l'ensemble de l'offre est couvert par le secret des affaires ne sera acceptée. Le caractère secret d'un ou de certains éléments de l'offre sera apprécié à l'aune des règles énoncées dans la loi n° 78-753 du 11 juillet 1978 et du Code pénal.

En cas de difficulté, le Pouvoir adjudicateur et l'établissement bénéficiaire se rangeront à l'avis de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) et ne seront en aucun cas liés par les affirmations du candidat en la matière. De même la responsabilité du Pouvoir adjudicateur et l'établissement bénéficiaire ne saurait, en aucun cas, être recherchée à ce titre.

Les discussions pourront aborder tous les aspects techniques, juridiques et financiers du projet.

Le dialogue sera conduit par des phases de discussions successives.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que la discussion est arrivée à son terme, les candidats ayant participé à toutes les phases de la discussion en sont informés.

Cette procédure se déroulera selon les principales étapes suivantes :

- Rappel – Présente étape : Réception des candidatures,
- Remise du projet de DCE et notamment le programme complet aux candidats retenus,
- Réception des offres initiales de chaque candidat
- Ouverture du dialogue décomposé en plusieurs phases (minimum de 2 tours) avec 3 candidats maximum
- Fermeture du dialogue et demande de remise des offres finales
- Remise des offres finales sur la base de la ou des solution(s) présentée(s)
- Attribution du marché au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères suivants :

Critère	Sous-critère	Notation
NC1 - Performance Énergétique et protocole (17,5 pts)	Engagement de consommation sur la durée de la GPE (GPE kWhEF ELEC + combustibles en MWh PCI ou) basé sur la référence du programme pour le scénario intégrant la TO	Quantitatif Sur 7,5 pts
	Taux d'ENR & R sur la solution de base <u>en tranche ferme</u> / basé sur la référence du programme	Quantitatif Sur 2,5 pts
	Taux d'ENR & R sur la solution <u>tranche optionnelle</u> / basé sur la référence du programme	Quantitatif Sur 2,5 pts
	Fiabilité, transparence, précision et niveau d'engagement du Plan de Mesures et de Vérification	Qualitatif Sur 5 pts
	Total	17,5 pts
NC2 - Valeur technique (35pts)	Qualité fonctionnelle et insertion du projet (TF+ TO) dans le site (récupération des existants, insertion des bâtiments neufs, maintien des fonctionnalités, accessibilité, etc.	Qualitatif Sur 5 pts
	Qualité technique du projet de la tranche ferme : <ul style="list-style-type: none"> - Cohérence, pertinence et fiabilité des engagements de performance - Adéquation au programme, qualité des hypothèses, de la conception, - Flexibilité, qualité des matériels, des matériaux, durabilité, 	Qualitatif Sur 5 pts Pondération 1,5
	Qualité technique du projet ENR & R tel qu'il résulte de la tranche optionnelle <ul style="list-style-type: none"> - Cohérence, pertinence et fiabilité des engagements de performance - Respect de la démarche enr choix / respect des critères d'éligibilité aux subventions. - Qualité du dimensionnement / Capacité de l'installation à s'adapter aux variations de charge - Flexibilité, qualité des matériels, des matériaux, durabilité, etc. 	Qualitatif Sur 5 pts Pondération 1,5
	Organisation du chantier et délais <ul style="list-style-type: none"> - Pertinence et cohérence de l'organisation de chantier - Délais moyens proposés lors de la phase réalisation, - Délais d'indisponibilité et de coupure, - Phasage des interventions, minimisation des impacts sur les services, gestion des interfaces, etc. 	Qualitatif Sur 5 pts
	Exploitation P2 : organisation de l'exploitation maintenance, pertinence et cohérence des moyens	Qualitatif Sur 5 pts Pondération 1,5
	Exploitation P3 : cohérence, pertinence et niveau de service proposés dans le Plan de GER	Qualitatif Sur 5 pts Pondération 0,5
	Dispositions environnementales (gestion des déchets de chantiers, réduction des nuisances, choix des matériaux de construction et contenu ACV estimé de l'opération)	Qualitatif Sur 5 pts

Critère	Sous-critère	Notation
	Total	35 pts
NC3 - Prix global (40pts)	Prix global TF + TO intégrant Le coût de conception réalisation La valorisation des CEE garantis par le groupement, Le montant prévisionnel des subventions tel qu'il résulte des hypothèses de valorisation fixé Les coûts de l'exploitation maintenance P2/P3 Le coût des énergies (combustibles à charge du titulaire et électricité à fournir par le Moa) en €HT L'ensemble projeté sur la durée du marché	Quantitatif Sur 35 pts
	Prix unitaire de Main d'œuvre THo appliqué sur P3 (nécessairement identique au taux appliqué sur le P2)	Quantitatif Sur 2,5 pts
	Marge sur le matériel appliquée au P3I (maxi 1,20)	Quantitatif Sur 2,5 pts
	Total	40 pts
NC4 – PME 2,5 pts	Taux de recours au PME	Qualitatif 2,5 pts

Le présent marché comportant une tranche ferme et une tranche conditionnelle au sens des articles L. 2123-1 et R. 2123-4 du Code de la commande publique, afin de garantir l'égalité de traitement entre les candidats et permettre une évaluation complète des offres, l'analyse portera sur le montant total de l'offre comprenant :

- La tranche ferme,
- La tranche conditionnelle selon les prix indiqués dans l'acte d'engagement.

Le prix analysé est donc égal à :

TF + TC

Les critères de sélection des offres sont appliqués à ce montant global.

Les critères techniques portent sur l'offre dans son ensemble et sur la capacité du candidat à exécuter toutes les tranches.

La décision de lever ou non les tranches conditionnelles demeure à la seule initiative du pouvoir adjudicateur et n'a pas d'effet sur les modalités d'analyse prévues ci-dessus.

8.2 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES PAR LES CANDIDATS

Les demandes de renseignements d'ordre administratif et technique doivent être adressées au maître d'ouvrage exclusivement via la plate-forme précédemment mentionnée, au plus tard HUIT (8) jours avant la date limite de remise des offres.

Les réponses seront envoyées au plus tard cinq (5) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats recevront la réponse sous la même forme.

8.3 PIÈCES EXIGÉES AU CANDIDAT RETENU

Le candidat (**chaque membre du groupement retenu**) a un délai de 10 jours pour transmettre les documents énumérés ci-dessous à compter de la demande formulée par le Pouvoir Adjudicateur.

Le candidat et chacun des membres du groupement retenu au terme du classement des offres doit produire :

- Les documents justificatifs qu'ils ne sont pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, conformément aux articles R. 2 143-3 à R. 2 144-7 du code de la commande publique ;
- En application de l'article L.2141-2 du CCP, les attestations de régularité fiscale et sociale du candidat et de chaque membre en cas de groupement ;
- L'un des documents visés par l'article D. 8222-5 du code du travail (extrait K ou K bis, carte d'identification au répertoire des métiers, devis, récépissé du dépôt de déclaration au CFE) ;
- Une attestation sur l'honneur relative à la régularité des obligations d'emplois au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;
- L'attributaire pressenti devra également fournir tout document ou moyen de preuve, tel que le registre des bénéficiaires effectifs, permettant de démontrer que le titulaire pressenti, et ses sous-traitants, ne sont pas dans l'un des cas mentionnés par le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

Le dépôt des certificats et des attestations, listés ci-dessous et à jour, pourra se faire suite à demande en ce sens sur la plate-forme de dématérialisation des marchés du Pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas de non-présentation de tout ou partie des documents figurant ci-dessus, le soumissionnaire verra son offre rejetée au profit de l'offre du candidat arrivant en 2ème position et ainsi de suite.

Pour les candidats constitués en groupement, il est rappelé que les documents demandés ci-dessus devront être produits par chacun des membres du groupement.

8.4 PRIME VERSÉE AUX SOUMISSIONNAIRES

Les candidats qui se seront impliqués dans la procédure de dialogue compétitif en visitant les installations et en produisant une proposition et une offre se verront allouer une prime.

Le montant de cette prime est de **40 000€ HT par candidat / par groupement**.

Réduction ou suppression de la prime :

Les offres suivantes ne sauraient donner lieu à l'attribution d'aucune prime :

- Les offres réceptionnées après expiration du délai imparti à cet effet.
- Les offres inappropriées au sens de l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique.
- Les offres rejetées comme anormalement basses dans les conditions fixées à l'article R. 2152-4 du Code de la commande publique.
- Les offres qui demeurent inacceptables à l'issue du dialogue conformément à l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique.

Les offres suivantes ne donnent lieu qu'à l'attribution d'une prime d'un montant réduit :

- 0% de la prime pour les offres dont la note Valeur technique (critère d'analyse des offres) ramenée sur 20 est inférieure à 10.
- 50% de la prime pour les offres dont la note Valeur technique (critère d'analyse des offres) ramenée sur 20 est comprise entre 10 et 13.

La prime, destinée à l'ensemble des membres du groupement, sera versée par l'établissement bénéficiaire maître d'ouvrage au mandataire dans un délai de 50 jours à compter de la notification de la décision prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Le mandataire du groupement se chargera de la ventilation de la prime auprès des autres membres du groupement.

Le candidat retenu à l'issue de la procédure ne recevra pas cette prime, réputée être intégrée dans ses prix.

8.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE

En vertu des articles R2185-1 et R2185-2 du Code de la Commande Publique, à tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Dans ce cas, l'acheteur communique aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché public ou de recommencer la procédure.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation en ne passant pas de marché avec quelque entreprise que ce soit pour des motifs d'intérêt général et sans que cela donne droit à indemnités.

9. MEDIATION ET RECOURS

9.1 MÉDIATION EN CAS DE LITIGES OU DE DÉSACCORD

Avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

Conformément à l'article L2197-4 du Code de la Commande Publique, le recours à la médiation pour le règlement des litiges liés au présent marché, et notamment la saisine du médiateur des entreprises, ou du comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'au constat de clôture de la médiation établi par tout moyen ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

En tout état de cause, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas répondre à ces demandes. Les réponses apportées, le cas échéant, par le maître d'ouvrage, aux demandes écrites des candidats, sont adressées à leur auteur et, après avoir été rendues anonymes, à l'ensemble des candidats participant au dialogue, afin que tous soient destinataires des mêmes informations, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

9.2 VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Instance chargée des recours : Tribunal administratif de Grenoble

Types de recours :

- Référé précontractuel introduit préalablement à la signature du contrat dans les conditions définies aux articles L. 551-1 et suivants et R. 551-1 et suivants du Code de justice administrative ;
- Référé contractuel pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du marché (L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA) ;
- Recours de pleine juridiction par les concurrents évincés visant à contester la validité du contrat après sa conclusion. Ce recours peut être engagé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du

contrat et les modalités de sa consultation. Il peut être complété par une requête en référé tendant à ce qu'il soit sursis à l'exécution du contrat attaqué, jusqu'au prononcé de la décision du juge du contrat ;

- Recours gracieux ou recours pour excès de pouvoir : deux mois à compter de la notification de la décision de rejet (art. R421-2 du CJA).

Toute indication précise sur les recours susceptibles d'être engagés sera donnée par les services du greffe du Tribunal administratif Grenoble - 2 place de Verdun - BP 1135 – 38 022 Grenoble Cedex - @ : greffe.ta-grenoble@juradm.fr – Tél : 04 76 42 90 00

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.

10. CONFIDENTIALITÉ

Les candidats s'engagent à respecter la confidentialité des éléments d'information fournis par le **CH de Sallanches** dans le cadre de la présente procédure de passation.

Les candidats devront obligatoirement signaler les éléments de leurs candidatures puis de leurs offres qui revêtent un caractère confidentiel. Les informations communiquées par les candidats dans le cadre de leur candidature puis de leur offre, y compris les informations confidentielles, pourront être communiquées à l'Assistant à maîtrise d'ouvrage du **CH de Sallanches**, ce que les candidats acceptent expressément.

Le **CH de Sallanches** et son Assistant à maîtrise d'ouvrage respecteront la confidentialité des éléments signalés confidentiels.